

## [The Grassroots View \(Le point de vue des citoyens, disponible uniquement en anglais\) - Épisode 3: Durcir le ton face aux violences sexistes](#)



Le domicile est l'endroit le moins sûr pour une femme sur trois dans l'UE. Chaque jour, environ 12 Européennes meurent de violences sexistes. Si les taux varient d'une région d'Europe à une autre, les femmes ne sont en sécurité nulle part.

Your browser does not support the audio element.

Notre invitée est l'actrice et scénariste croate **Jelena Veljača**, qui, choquée par un terrible acte de violence domestique ayant secoué son pays l'année dernière, avait publié sur Facebook un message de colère portant le hashtag «#spasime» («sauve-moi»), qui a fait boule de neige et s'est transformé en slogan national pour la justice en faveur des femmes et des filles. Le mouvement #spasime est devenu un exemple frappant de la capacité de la

société civile à provoquer des changements et à pousser les législateurs à agir. **Marina Škrabalo**, membre croate du CESE, nous parle de l'importance de la Convention d'Istanbul et de la position du CESE en la matière, tandis que **Catherine André**, rédactrice en chef de VoxEurop, évoque l'absence de soutien unanime à la Convention, malgré des statistiques alarmantes.

## Langues disponibles:

bg cs da de el en es et fi fr ga hr hu it lt lv mt nl pl pt ro sk sl sv

## Éditorial



### Chères lectrices, chers lecteurs,

Le début de l'année a été marqué par plusieurs événements qui vont influencer l'avenir de l'Union européenne.

### BREXIT

Le 22 janvier, nos collègues membres britanniques participaient à leur dernière session plénière avant leur départ. Leurs travaux au sein du Comité et la cérémonie tenue ce jour-là ont montré combien ce départ est douloureux et difficile. Mais une phrase prononcée ce jour-là résonne encore dans nos têtes: «On ne se dit pas adieu, mais au revoir».

Je veux croire que nous allons rester tous soudés, parce que la société civile ne connaît pas de frontières.

Nous avons serré les mains de tous les membres de la délégation - combien d'émotions, de larmes, de souvenirs, de moments vécus ensemble. Pour beaucoup, le travail au CESE est un bout de leur chemin qui s'arrête maintenant. À partir du 1er février, ils devront apprendre à vivre sans nous et nous devons vivre sans eux. Je suis convaincue que la mémoire accomplira son devoir et gardera pour toujours les années de travail avec nos collègues britanniques.

Maintenant, c'est à nous de jeter un pont solide et fort et de renforcer les liens avec les citoyens et les citoyennes britanniques.

Cette séparation montre combien il est important de trouver une autre forme de relation, un modus vivendi commun après le 31 janvier. Plus de communication, plus de synergie, plus de projets communs. Voilà l'une des tâches qui nous attendent au sein du CESE.

### Conférence sur l'avenir de l'UE

Entre autres raisons, c'est aussi le Brexit qui a provoqué l'idée de la Conférence sur l'avenir de l'Europe qui sera lancée le 9 mai 2020. Pendant deux années, elle se consacrera au fonctionnement de l'UE. C'est la conférence qui sera l'instrument de cette réflexion.

Le 15 janvier, le Parlement européen a adopté une résolution qui esquisse un cadre pour cet exercice et le 22 janvier, la Commission européenne a publié une communication sur ce sujet.

Je suis persuadée que la conférence sur l'avenir de l'Europe doit être l'occasion d'aborder avec les citoyens et toutes les parties telles que les parlements nationaux, le CESE, d'autres organisations de la société civile, etc., les principales politiques sur lesquelles peut intervenir l'Europe. En tant que membres du CESE, nous sommes conscients des défis que pose cet exercice qui est très complexe. Mais nous sommes convaincus que pour réussir, la voix de la société civile organisée doit se faire entendre.

En outre, les données de l'Eurobaromètre standard de la Commission de novembre 2019 montraient que 83 % des participants voulaient que la voix des citoyens et des citoyennes fût davantage prise en compte dans les décisions sur l'avenir de l'Europe, et ce à tous les niveaux: national, régional et local.

#### **Déclaration de Robert Schuman**

La date de lancement de la conférence coïncidera avec l'anniversaire de la déclaration de Robert Schuman. Elle marquera 70 ans de paix en Europe, d'intégration et de construction européenne, de projets communs, de valeurs européennes et de droits fondamentaux. Nous allons faire valoir l'exigence d'une Europe ouverte, solidaire et juste. Nous sommes conscients que l'UE n'est pas une construction parfaite. Elle se trouve à un tournant, elle s'interroge et dans cette perspective, on se tourne à nouveau et sans cesse davantage vers la société civile et le rôle essentiel qu'elle peut jouer pour renforcer les liens avec les citoyens.

Plus que jamais, l'UE a besoin de nous, des organisations de la société civile organisée, qui ont la connaissance du terrain, des sujets et de la vie en dehors de Bruxelles. Ce sera une véritable gageure que de faire tous ensemble jouer nos synergies et de créer un partenariat à l'échelon de toutes les institutions et d'aboutir dans deux ans, lors de la présidence française du Conseil.

Voilà la tâche qui nous attend en 2020: ensemble, avec toutes les autres institutions, nous mettre en route et marcher vers l'avenir. Parce que c'est maintenant que débute le véritable lancement du chantier des travaux au niveau de l'UE.

**Isabel Caño Aguilar**

**Vice-présidente chargée de la communication**

## **À vos agendas**

Le 25 février 2020, Bruxelles

[Journée de l'ICE 2020: Aujourd'hui et au-delà](#)

18 et 19 mars 2020, Bruxelles

**Session plénière du CESE**

Les 19 et 20 mars 2020, Bruxelles

[Votre Europe, votre avis! 2020](#)

## **Nouvelles publications**

### [Séminaire 2019 des attachés de presse de la société civile — présentation du rapport](#)

**Les conclusions du 13<sup>e</sup> séminaire des attachés de presse de la société civile du CESE — *L'UE est (pour) vous* — *Le rôle de la société civile dans la communication sur l'Union européenne* — sont maintenant disponibles en ligne pour les lecteurs intéressés.**

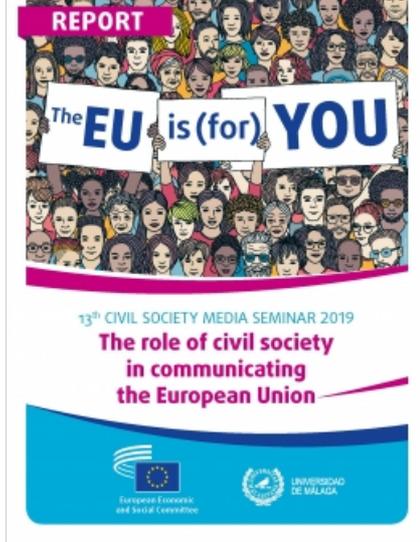
Un rapport présentant les principales conclusions et les principaux temps forts des trois panels a été mis en ligne pour les lecteurs qui n'ont pas pu assister à l'édition 2019 du séminaire des attachés de presse de la société civile ou qui souhaitent en découvrir la teneur. Ce rapport peut être téléchargé sur le site internet du CESE à l'adresse suivante: <https://bit.ly/2tTpN5X>

La perte de crédit dont l'Europe a fait l'objet au cours de la décennie écoulée est-elle due aux politiques menées, à la communication ou aux deux? Quel discours tenir pour communiquer efficacement sur l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle? Quel rôle les médias ont-ils joué dans le ternissement de l'image de l'Union? Quels sont les progrès accomplis en vue d'un débat public qui transcende les frontières nationales? Le journalisme de qualité peut-il contribuer à surmonter les obstacles qui ont restreint le débat public à l'intérieur des frontières des États membres?

Voilà quelques-uns des points forts qui ont été abordés et qui ont donné lieu à des débats passionnés lors du séminaire.

Huit conclusions principales ont émergé de la profusion d'idées et de propositions qui ont été exprimées lors des panels. Nous espérons qu'elles retiendront l'attention de la nouvelle génération de décideurs politiques qui ont récemment pris en main les rênes de l'UE.

Le 13<sup>e</sup> séminaire des attachés de presse de la société civile s'est tenu à l'université de Malaga les 10 et 11 octobre 2019. Il a réuni quelque 150 participants, dont des représentants de la société civile, des universitaires, des journalistes, des étudiants de l'université de Malaga ainsi que des membres du CESE. (dm)



## Nouvelles du CESE

### [Brexit: le CESE rend hommage à ses membres britanniques: «Ceci n'est qu'un au revoir, mes amis»](#)



Le 22 janvier 2020, le CESE a rendu hommage à ses membres britanniques à l'occasion de leur dernière participation à une session plénière du Comité, avant que le Royaume-Uni ne quitte l'Union européenne le 31 janvier. Les 24 membres représentant le Royaume-Uni ont reçu une médaille commémorative lors d'une cérémonie qui a permis d'illustrer la volonté du CESE de maintenir des liens étroits avec la société civile britannique après le Brexit.

**Luca Jahier**, président du CESE, a évoqué la contribution déterminante apportée par les membres britanniques aux travaux du Comité et a affirmé clairement la détermination de ce dernier à rester proche de la société civile britannique après le Brexit. «Il n'y a pas d'alternative à une relation solide entre l'UE et le Royaume-Uni, et le CESE fera tout ce qui est en son pouvoir pour qu'elle perdure. Ceci n'est qu'un au revoir, mes amis», a-t-il déclaré.

Invité à la cérémonie, **Tom Jenkins**, président du CESE de 1996 à 1998, a fait part de sa tristesse de perdre très bientôt sa citoyenneté européenne. **Madeleine Kay**, militante pro-européenne également connue sous le nom de «EU Supergirl», a annoncé qu'elle continuerait de se battre pour l'Europe au Royaume-Uni, déclarant en conclusion: «Nous devons croire que l'avenir, c'est l'Europe, pour que tous les citoyens britanniques sachent qu'ils seront toujours des Européens.»

Trois membres britanniques représentant chacun des trois groupes du CESE – **David Sears** pour le groupe I, **Judy McKnight** pour le groupe II et **Jane Morrice** pour le groupe III – ont pris la parole pour exposer leurs sentiments et points de vue personnels au sujet du Brexit, suivis en cela par **Rose D'Sa**, la plus ancienne des membres britanniques du CESE. Les présidents des trois groupes ont également participé au débat et rendu hommage au travail accompli par les membres britanniques. **Stefano Mallia**, président du groupe de suivi du Brexit au sein du CESE, a quant à lui insisté sur la nécessité de créer, sous une forme ou une autre, un forum pour maintenir le dialogue avec la société civile britannique: «Nous devons nous battre pour préserver notre amitié et je ferai tout mon possible pour mettre en place une structure qui le permette.» (dgp)

### [Nous soutenons les priorités de la présidence croate de l'UE](#)



Le 22 janvier dernier, **Gordan Grlić Radman**, ministre croate des affaires étrangères et européennes, a présenté au CESE à l'occasion de sa session plénière les priorités de la présidence de l'Union, que la Croatie assume pour la première fois depuis son adhésion en 2013.

Le CESE a marqué son accord avec les priorités de la nouvelle présidence croate du Conseil de l'UE, observant qu'elles trouvaient une résonance forte dans le programme du Comité lui-même, qui vise à promouvoir une Europe forte et prospère, fondée sur des valeurs communes.

**M. Grlić Radman** a expliqué que la Croatie avait choisi pour devise de sa présidence: «Une Europe forte dans un monde de défis», afin de refléter la vision d'une Union européenne qui agit dans l'intérêt de tous ses États membres et de tous ses citoyens. La politique de la Croatie à l'égard de l'UE au cours des six prochains mois reposera sur quatre piliers, à savoir: **une Europe qui se développe, une Europe qui protège, une Europe qui unit et une Europe qui rayonne.**

**Luca Jahier**, président du CESE, a approuvé cette approche, affirmant: «Nous ne pouvons que souscrire à ces priorités». Il a ajouté que le CESE se félicitait en particulier que la Croatie mette l'accent sur **une Europe qui se développe** en garantissant de meilleures conditions et perspectives pour tous les citoyens européens, grâce à une croissance équilibrée et durable.

«Nous sommes convaincus que le programme de développement durable doit être la priorité absolue de l'Union pour la prochaine décennie, car il concilie parfaitement la prospérité économique, les questions environnementales et l'inclusion sociale», a expliqué

**M. Jahier.**

Le ministre croate a précisé que son pays continuerait également à soutenir une politique d'élargissement de l'Union crédible et fondée sur le mérite. M. Jahier a conclu en déclarant que le CESE était disposé à appuyer les efforts de la Croatie à cet égard.

---

## End the Cage Age (Une nouvelle ère sans cage)



Le Comité économique et social européen (CESE) a donné la parole à l' [initiative citoyenne européenne \(ICE\)](#) «End the Cage Age» (Une nouvelle ère sans cage) lors de sa session plénière tenue à Bruxelles, lui fournissant ainsi une plateforme européenne pour exposer ses objectifs et ses préoccupations concernant le bien-être des animaux d'élevage.

**Isabel Caño**, vice-présidente du CESE, y a accueilli **Olga Kikou**, coordinatrice de ladite initiative, pour la féliciter du succès de cette ICE, qui a recueilli au cours d'une année plus de 1,5 million de signatures dans 21 États membres de l'Union et qui se trouve à l'heure actuelle au stade de la procédure de certification menée par les États membres.

[Compassion in world farming](#) («Compassion dans l'agriculture du monde»), l'organisation à l'origine de la campagne portant l'initiative citoyenne européenne, a été créée en 1967 par Peter Roberts, un éleveur laitier britannique qui s'inquiétait des méthodes agricoles modernes. «Les animaux peuvent souffrir et ressentent la douleur, ils sont susceptibles d'apprécier la compagnie d'autres animaux et ils peuvent connaître aussi bien des sentiments de joie que des sentiments négatifs; tout ceci montre qu'ils sont des êtres sensibles», a déclaré M<sup>me</sup> Kikou, en soulignant que le **traité de Lisbonne** reconnaît les animaux comme tels.

«Nous voulons nous assurer que les institutions européennes réagiront aux attentes qu'expriment les citoyens», a-t-elle déclaré. «Nous œuvrons auprès de nombreux agriculteurs pour leur apprendre à travailler de manière durable. Nous ne sommes pas contre eux, nous ne voulons pas interdire la viande; tout simplement, il n'y a pas de place pour les cages au XXI<sup>e</sup> siècle.»

**Christophe Lefèvre**, président du groupe «ICE» du CESE, a profité de l'occasion pour réitérer l'engagement continu du CESE (qui s'est manifesté de façon très concrète lors de la Journée annuelle de l'ICE) en faveur d'une amélioration des ICE. L'objectif est de rendre cet instrument plus convivial et de s'assurer qu'il a un véritable impact.

Les membres du CESE ont fait observer que, dans l'intérêt aussi bien des consommateurs que des agriculteurs et de l'agriculture durable, il convenait d'examiner attentivement tous les aspects – tels que les importations de viande et l'impact financier sur le marché unique – avant de prendre toute nouvelle mesure.(ks)

---

## Un avenir vert: l'Europe doit montrer la voie et l'exemple



La lutte contre le changement climatique figurait en tête des priorités de la session plénière de janvier du CESE, qui a inscrit à son ordre du jour un débat sur la COP 25 et le pacte vert pour l'Europe, et a envoyé un message clair: il faut, d'urgence, prendre des mesures pour que la protection du climat et le développement durable deviennent une réalité, et l'Union européenne doit jouer en la matière un rôle de premier plan.

**Luca Jahier**, président du CESE, a eu des mots très clairs: «Nous sommes arrivés à un moment critique. Malheureusement, le monde n'est pas bien parti pour atteindre les objectifs fixés par l'accord de Paris sur le changement climatique, pas plus que les ODD, ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses pour chacun d'entre nous. Au CESE, nous sommes convaincus que la mise en œuvre du programme à l'horizon 2030 doit être la

priorité absolue de l'Union européenne pour les dix années à venir. L'Europe doit être à l'avant-garde, s'imposer comme la pionnière mondiale en matière de climat!»

**M. Jahier** a déploré le manque de volonté, parmi les pays présents à la COP 25 de Madrid, pour intensifier l'action en faveur du climat, ce qui explique que ce sommet international ait produit des résultats si médiocres. Il a toutefois félicité **Ursula von der Leyen**, la présidente de la Commission, pour sa communication sur le pacte vert pour l'Europe, ainsi que pour la fermeté de son engagement en faveur de la neutralité climatique à l'horizon 2050.

À cet égard, **Virginijus Sinkevičius**, commissaire chargé de l'environnement, des océans et de la pêche, a souligné que le pacte vert n'était pas seulement un moyen de lutter contre le problème du changement climatique, mais qu'il était aussi porteur d'une ambition de croissance économique et justice sociale. «Ce sont les gens et la société qui sont au cœur de notre action: le pacte vert ne doit laisser personne au bord du chemin» a-t-il déclaré, en soulignant que la stratégie en faveur de la biodiversité, le plan d'action pour l'économie circulaire et les autres démarches systématiques visant à atteindre les objectifs de lutte contre le changement climatique seront bénéfiques pour la planète comme pour chacun d'entre nous, et qu'ils s'adressent à tous les secteurs et à tous les acteurs. (mp)

---

## Nous avons besoin d'une économie du bien-être qui soit au service des citoyens et de la planète

**L'UE est sous pression: elle doit relever des défis aux dimensions multiples, qui trouvent leur origine dans une décennie de perturbations économiques, la crise migratoire, l'insatisfaction sociale et la dégradation de l'environnement. Comme l'indique le CESE dans un avis adopté en janvier, l'UE doit se réinventer rapidement, dans l'intérêt de ses citoyens.**

L'avis adopté par le CESE vise à déterminer la forme que devrait prendre «[l'économie durable dont nous avons besoin](#)» en s'attendant à définir une nouvelle vision de la prospérité pour les personnes comme pour la planète, qui regrouperait les dimensions économique,



sociale et environnementale. Le CESE y invite à proposer de nouveaux modèles économiques, des décisions d'investissement sachant tirer parti des progrès technologiques ainsi que de nouveaux indicateurs pour l'économie du bien-être.

Avec la mise en œuvre du **programme de développement durable à l'horizon 2030** et l'adoption du **pacte vert pour l'Europe**, l'Union a enfin placé ces questions en tête de liste de ses priorités. Ce pacte vert doit cependant devenir un véritable **pacte vert et social**.

«Pour assurer une transition juste et écologique et la bonne mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD), nous devons repenser l'économie de l'Union. Nous devons relancer le système, mais nous avons besoin d'un nouveau programme et non d'une simple

mise à jour», a déclaré le rapporteur **Peter Schmidt**.

Les nations du monde se sont engagées à mettre en place un programme à l'horizon 2030 qui soit radical, équitable et réalisable. L'Union européenne a également adopté le pacte vert et est résolue à progresser vers la réalisation des ODD. Il s'agit pour elle d'une occasion unique de renouveler sa vision du progrès social, de redynamiser son économie et de jouer plus efficacement son rôle dans le monde en montrant l'exemple.

## [Une visite du CESE au Japon placée sous le signe du commerce et du développement durable](#)



**Du 27 au 31 janvier, une délégation de membres du comité de suivi UE-Japon du CESE était en visite au Japon pour discuter de la mise en œuvre de l'accord de partenariat économique (APE) en vigueur depuis le mois de février 2019 et renforcer la coopération avec la partie japonaise. Au programme de la visite figurait également le premier dialogue conjoint avec la société civile, qui a donné lieu à un échange de vues sur des questions liées au commerce et au développement durable.**

La mission avait pour objectif principal de tirer parti de la coopération positive qui existe avec les organisations et les institutions de la société civile japonaise depuis la création de l'APE. Les membres du CESE ont insisté sur la nécessité pour le Japon de procéder aux réformes juridiques permettant de mettre en œuvre les conventions fondamentales de l'OIT.

Ils se sont également efforcés de sensibiliser leurs homologues de l'échelon local au changement climatique, sachant que ce sujet est encore relativement marginal au Japon. (dgp)

## Nouvelles des groupes

### [Le groupe des employeurs a élu ses candidats aux postes clés du CESE pour 2020-2022](#)



par le groupe des employeurs du CESE

**Le groupe des employeurs a élu son président, Jacek Krawczyk, comme candidat à la prochaine présidence du CESE. Stefano Mallia a été élu prochain président du groupe. Les membres du groupe ont en outre élu leurs candidats à plusieurs autres postes clés pour le prochain mandat du CESE.**

M. **Krawczyk** a obtenu 66 des 95 votes exprimés. L'autre candidat, Gonçalo Lobo Xavier, a obtenu 21 voix, 8 bulletins blancs ayant été dénombrés. M. Krawczyk préside le groupe des employeurs depuis 2013. Il est vice-président de la Confédération Lewiatan, la plus grande organisation polonaise d'employeurs du secteur privé. Il a précédemment occupé le poste de directeur général de plusieurs banques et sociétés cotées à la Bourse de Varsovie, et a présidé les conseils d'administration d'entreprises actives dans diverses branches de l'économie. Il a en outre joué un rôle actif dans la transition de la Pologne vers une

économie de marché lorsqu'il était secrétaire d'État au ministère de l'industrie et du commerce.

**Stefano Mallia** a été élu prochain président du groupe des employeurs. Membre du CESE depuis 2010, il est actuellement vice-président du groupe des employeurs et président du groupe de suivi du CESE sur le Brexit. M. Mallia est partenaire chez EMCS Ltd. et expert en affaires européennes, spécialisé dans les Fonds structurels européens et le financement des PME. Pendant plusieurs années, il a été chargé de missions pour le compte de la Commission européenne et du gouvernement maltais, ainsi que pour des entreprises privées.

Les membres du groupe ont par ailleurs choisi leurs candidats à un certain nombre d'autres postes clés du CESE: **Milena Angelova** a été élue pour le groupe des questeurs (chargé de superviser les règles relatives à la mise en œuvre des droits et devoirs des membres), **Dimitris Dimitriadis** pour la présidence de la section «Relations extérieures», **Christa Schweng** pour le poste de présidente de la section «Emploi, affaires sociales et citoyenneté» et **Pietro Francesco De Lotto** pour celui de président de la commission consultative des mutations industrielles.

Les candidats prendront leurs fonctions – après avoir été confirmés par l'assemblée – en octobre 2020, lorsque le CESE entamera son prochain mandat. En mars, le groupe organisera le deuxième tour des élections, afin de proposer ses candidats aux postes de vice-président de section, ainsi que de président et vice-président des observatoires, comités de suivi et groupes consultatifs. (lj)

### [Le groupe des travailleurs doit débattre de la question migratoire, des droits de l'homme et du rôle des syndicats en Sicile](#)



### Par le groupe des travailleurs du CESE

**Le 27 février, le groupe des travailleurs se rendra en Sicile, l'un des principaux points d'entrée des migrants et des réfugiés en Italie, pour écouter leurs histoires et débattre avec des acteurs locaux et régionaux, des responsables syndicaux et des membres de la société civile de leurs difficultés et problèmes les plus urgents.**

Les candidatures à la protection internationale ont continué d'augmenter ces deux dernières années, pour représenter environ 587 000 demandes d'asile déposées dans toute l'Union, après le pic de 1,3 million de demandes enregistrées en 2015 et la baisse qui a suivi. En outre, les ombres, les histoires et les photos des milliers de migrants et demandeurs d'asile morts dans les eaux de la Méditerranée sont encore dans toutes les mémoires.

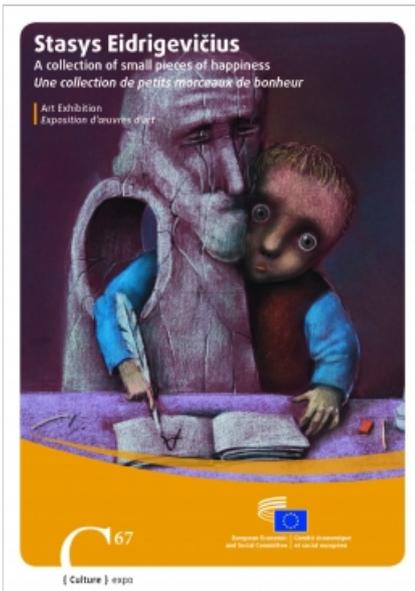
Parmi ceux qui arrivent à destination et remplissent une demande, environ un tiers reçoivent une réponse positive, mais il est rare que leurs épreuves soient alors terminées. Les migrants comme les réfugiés sont confrontés à des procédures complexes pour accéder au marché du travail ou trouver un logement, et ils rencontrent des problèmes d'adaptation et d'intégration. À cela s'ajoute l'exploitation au travail, qui touche fréquemment les migrants en situation irrégulière. Le racisme et la xénophobie ont augmenté au cours de ces dernières années, encouragés par l'extrême droite mais également tolérés à des degrés divers de la part d'un éventail de partis politiques beaucoup plus large. Pendant ce temps-là, la Commission européenne a annoncé un nouveau pacte intitulé «Migration et asile», qui reformera la politique européenne commune en matière d'asile.

La société civile organisée et les syndicats prennent ce défi à bras le corps, en particulier à proximité de ces supposés «hotspots» ou points d'accès aux frontières Sud et Est de l'Union européenne. Pour cette raison, le groupe des travailleurs se rendra en Sicile, l'un des principaux points d'entrée en Italie, pour débattre avec des acteurs locaux et régionaux, des responsables syndicaux et des membres de la société civile de leurs difficultés et problèmes les plus urgents, concernant les droits fondamentaux et l'intégration, mais aussi l'exploitation au travail, l'implication de la mafia et d'autres pratiques illégales.

Pour plus d'informations sur cet événement, voir la page: <https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/droits-de-lhomme-et-migration-le-role-des-syndicats>.

## Bientôt au CESE/manifestations culturelles

### Les petits morceaux de bonheur de Stasys Eidrigevičius exposés au CESE



**Le CESE accueille actuellement dans ses murs une exposition d'œuvres du célèbre artiste lituanien Stasys Eidrigevičius, récompensé pour ses travaux touchant aussi bien à la peinture qu'au dessin, à l'illustration de livres, à la conception d'affiches et à l'organisation d'événements et d'installations artistiques.**

L'exposition, intitulée «Une collection de petits morceaux de bonheur», a été organisée en coopération avec la représentation permanente de la Lituanie auprès de l'UE et avec le soutien du Musée d'art lituanien, du Musée lituanien d'art moderne et de l'Institut lituanien de la culture.

L'artiste était présent lors du vernissage le 5 février 2020, aux côtés de Luca Jahier, président du CESE, et de S.E. M<sup>me</sup> Jovita Neliupšienė, représentante permanente de la Lituanie auprès de l'UE. L'exposition sera visible au CESE jusqu'au 28 février.

Informations pratiques: <https://bit.ly/2ulbp0u> (ck)

### 100 ans de protection sociale avec l'Organisation internationale du travail (OIT)

**À l'occasion du centenaire de l'Organisation internationale du travail (OIT), le CESE accueille une exposition qui retrace l'histoire et les réalisations de l'organisation. Intitulée «100 ans de protection sociale avec l'Organisation internationale du travail (OIT)», l'exposition sera visible dans les locaux du CESE tout au long du mois de février.**

Composée de 24 kakémonos, l'exposition retrace, en français et en anglais, la mise en place et l'évolution des systèmes de protection sociale à travers le monde depuis la création de l'OIT en 1919.

Le vernissage aura lieu le mercredi 19 février, en marge d'un débat avec Guy Ryder, directeur général de l'OIT, dans le cadre de la session plénière du CESE.

Organisée avec le soutien des trois groupes du CESE (Employeurs, Travailleurs et Diversité Europe), l'exposition a déjà été montrée à la Cour de justice de l'Union européenne à Luxembourg, à Anvers et dans plusieurs universités.

Pour toute information pratique, veuillez cliquer sur le lien suivant: <https://bit.ly/2S0Ka9w> (ck)



## Rédaction:

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)  
Daniela Marangoni (dm)

## Contributeurs à la présente édition:

Agata Berdys (ab)  
Anna Comi (ac)  
Daniela Marangoni (dm)  
Laura Lui (ll)

## Coordination:

Agata Berdys (ab)  
Katerina Serif (ks)

## Adresse:

Comité économique et social  
européen  
Jacques Delors Building,  
99 Rue Belliard,  
B-1040 Brussels, Belgium  
Tél. +32 25469476  
Adresse électronique:  
[eescinfo@eesc.europa.eu](mailto:eescinfo@eesc.europa.eu)

CESE info est publié neuf fois par an  
lors des sessions plénières du Comité.  
Il est disponible en 23 langues.

CESE info ne peut être considéré  
comme le compte rendu officiel des  
travaux du CESE, pour lesquels il  
convient de se référer au Journal  
officiel de l'Union européenne ou à  
d'autres publications du Comité.

La reproduction est autorisée à  
condition de mentionner la source  
(CESE info) et d'envoyer un lien au  
rédacteur en chef.

février 2020/2

03-2020